

Tous avec la Palestine !
La Palestine aux dernières nouvelles



- **Les appels au cessez-le-feu sont repris partout au Canada**
- **Le Canada se joint à une flottille navale internationale américaine dans la mer Rouge**
- **Une entreprise de défense israélienne obtient un contrat pour munir des avions canadiens de dispositifs électroniques**

- **Des changements insidieux au curriculum d'enseignement en Ontario**
– *Enver Villamizar* –
- **La Cour supérieure du Québec suspend la ratification de la politique contre le génocide en Palestine à McGill**
 - **Pétition pour l'annulation de l'ouverture d'un bureau du Québec en Israël**
- **Le lobby pro-israélien de Montréal intimide les fonctionnaires**

Reportage photo : du 12 au 21 décembre

- **Des actions renforcées dans le monde entier pour arrêter le génocide israélien**

Tous avec la Palestine !

La Palestine aux dernières nouvelles



Destruction d'un quartier entier de Gaza, 21 décembre 2023

Le Conseil de sécurité des Nations unies adopte finalement une résolution édulcorée sur l'aide à Gaza

Le 22 décembre, le Conseil de sécurité des Nations unies, après une semaine de prise en otage par les États-Unis, a adopté une résolution édulcorée sur la crise actuelle à Gaza, avec 13 voix pour, les États-Unis et la Russie s'abstenant. La résolution exige notamment que les parties « autorisent, facilitent et permettent » l'acheminement immédiat, sécuritaire et sans entrave de l'aide humanitaire à grande échelle directement à la population civile palestinienne dans l'ensemble de la bande de Gaza.

La résolution réaffirme les obligations des parties au conflit en vertu du droit international humanitaire, notamment en ce qui concerne la protection des civils et des biens de caractère civil, la sécurité du personnel humanitaire et la fourniture de l'aide humanitaire.

Elle demande également au secrétaire général des Nations unies de nommer un coordinateur de l'aide humanitaire et de la reconstruction chargé « de faciliter, de coordonner, de contrôler et de vérifier » à Gaza le caractère humanitaire de l'ensemble des secours acheminés à Gaza par l'intermédiaire d'États qui ne sont pas parties au conflit.

Elle appelle également à la mise en place « rapide » d'un mécanisme des Nations unies pour accélérer les envois d'aide à Gaza par l'intermédiaire d'États qui ne sont pas parties au conflit, afin d'accélérer et de rationaliser l'aide tout en continuant à veiller à ce qu'elle parvienne à sa destination civile.

Parlant du retard de l'adoption de la résolution par les États-Unis et de la mesure dans laquelle la résolution a été édulcorée, le représentant permanent de la Fédération de Russie à l'ONU, Vassily Nebenzia, a condamné « le chantage grossier et sans principe et le mépris ouvert des États-Unis pour les souffrances des Palestiniens et les espoirs de la communauté mondiale ». Il a noté que si le projet de résolution n'avait pas été soutenu par un certain nombre d'États arabes, la Russie y aurait certainement opposé son veto. Le représentant de la Fédération de Russie a également souligné que la demande claire du Conseil de sécurité en faveur d'un cessez-le-feu total reste un impératif et que, sans cela, la mise en oeuvre des décisions du Conseil à Gaza est tout simplement impossible. Quelle que soit la résistance des États-Unis, qui protègent leur principal allié dans la région du Moyen-Orient, le Conseil de sécurité reviendra pour exiger clairement et sans équivoque une cessation des hostilités, a-t-il déclaré.

L'ambassadeur et représentant permanent adjoint de la Chine, Dai Bing, a déclaré qu'étant donné la catastrophe humanitaire à Gaza, la résolution offre « au moins une lueur d'espoir » pour une livraison plus importante et plus rapide de l'aide à l'enclave, ajoutant que « la question de savoir si cette lueur d'espoir peut être réellement ressentie par la population de Gaza au milieu de ce désastre dépend également de la mise en oeuvre effective de la résolution ».

Il a ajouté que la Chine attendait des mesures pour étendre l'aide humanitaire à Gaza, notamment en utilisant pleinement le point de passage frontalier de Karem Shalom depuis la Jordanie et en ouvrant d'autres points de passage. Il a exhorté Israël à mettre fin à la punition collective infligée à la population de Gaza et a réaffirmé que la réalisation d'un cessez-le-feu restait l'objectif primordial.

La Chine a voté en faveur de l'amendement russe pour ces raisons, a-t-il ajouté, et a regretté qu'il ait échoué en raison d'un veto.

La représentante permanente des États-Unis à l'ONU Linda Thomas-Greenfield a été la première à prendre la parole après l'adoption de la résolution pour répéter que « depuis le début du conflit, les États-Unis ont travaillé sans relâche pour atténuer la crise humanitaire, pour acheminer l'aide vitale à Gaza, pour faire sortir les otages de l'enclave, pour faire pression en faveur de la protection des civils innocents et des travailleurs humanitaires, et pour oeuvrer en faveur d'une paix durable ». Les États-Unis expliquent leur abstention par le fait qu'ils sont « consternés » de voir que le Conseil de sécurité « n'ait pas été en mesure de condamner les horribles attaques terroristes commises par le Hamas le 7 octobre ».

La résolution initiale, parrainée par les Émirats arabes unis, appelait à un cessez-le-feu immédiat et à une aide humanitaire d'urgence à Gaza. Les Émirats arabes unis ont reformulé la résolution en supprimant le mot « cessez-le-feu » pour le remplacer par « une suspension urgente des hostilités pour permettre un accès humanitaire sûr et sans entrave, et à des mesures urgentes vers une

cessation durable des hostilités ». Même sur ce point, les États-Unis n'étaient pas prêts à donner leur accord.

Après plus d'une semaine de négociations et plusieurs jours de retard dans le vote, les diplomates ont dit que les États-Unis étaient mécontents que le projet de résolution demande au secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, d'établir un mécanisme de l'ONU à Gaza « pour surveiller exclusivement tous les envois d'aide humanitaire à Gaza effectués par les voies terrestres, maritimes et aériennes des États qui ne sont pas parties au conflit ». L'ambassadrice américaine auprès des Nations unies, Linda Thomas-Greenfield, a exprimé l'inquiétude absurde que la proposition de contrôle de l'aide pourrait ralentir les livraisons. La véritable objection est qu'en tant qu'occupant, Israël contrôle et inspecte toutes les livraisons, humanitaires ou autres, à Gaza, alors que la résolution diminuerait le contrôle d'Israël en demandant à l'ONU de superviser et d'inspecter les livraisons d'aide humanitaire.

L'objectif de la majorité des pays du monde reste un cessez-le-feu immédiat, une aide humanitaire à grande échelle et que cessent les déplacements forcés.

Les Palestiniens dans un situation désespérée

Le ministère de la Santé de Gaza indique que 390 Palestiniens ont été tués et 734 blessés au cours des deux derniers jours à la suite des attaques israéliennes brutales, alors qu'Israël a également coupé toutes les communications à l'intérieur de la bande de Gaza. Plus de 576 000 Palestiniens de Gaza, soit environ un quart de la population, sont confrontés à « une faim et une famine catastrophiques », selon un rapport des Nations unies.

Au 22 décembre, plus de 20 000 Palestiniens ont été tués par les bombardements israéliens aveugles et les attaques contre les civils, dont près de la moitié étaient des enfants, 60 000 avaient été blessés et deux millions de Palestiniens avaient été déplacés de force. Des maisons, des abris, des écoles et des hôpitaux ont été détruits. La faim et la maladie se répandent comme une traînée de poudre.

Mirjana Spoljaric Egger, présidente du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a dit le 19 décembre que les civils de Gaza étaient contraints d'endurer d'énormes souffrances et pertes : « Les intervenants humanitaires manquent d'espace opérationnel, mais surtout, il y a un manque criant de sûreté et de sécurité pour les habitants de Gaza, où qu'ils se trouvent. Des camions arrivent, mais c'est loin d'être suffisant compte tenu de la souffrance et de l'ampleur des besoins de la population. »

L'agence des Nations unies qui s'occupe des besoins des réfugiés palestiniens affirme que plus de 60 % des infrastructures de Gaza ont été détruites ou endommagées. « Il s'agit d'un niveau de destruction et de déplacement forcé stupéfiant et sans précédent, qui se déroule sous nos yeux », rapporte l'agence. L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a également informé que plus de 90 % de la population de Gaza a été déplacée.

James Elder, porte-parole de l'UNICEF, a dit le 19 décembre : « Sans l'eau potable, la nourriture et l'assainissement que seul un cessez-le-feu humanitaire peut apporter, le nombre de décès d'enfants dus à la maladie pourrait dépasser celui des enfants tués dans les bombardements. »



Menace de famine



Plus d'un ménage sur quatre à Gaza souffre d'une faim « catastrophique », selon un nouveau rapport sur la sécurité alimentaire publié le 21 décembre par des organisations humanitaires, dont le Programme alimentaire mondial (PAM). Voici ce qu'il dit :

Les données du rapport IPC (Classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire) confirment qu'il existe un risque de famine dans l'enclave dévastée, à moins que l'accès à une nourriture adéquate, à l'eau potable et aux services de santé et d'assainissement ne soit rétabli.

La plateforme IPC analyse les données afin de déterminer la gravité et l'ampleur des crises alimentaires, conformément aux normes scientifiques internationalement reconnues. Ces chiffres montrent que l'ensemble de la population de Gaza – environ 2,2 millions de personnes – vit dans une situation de crise, voire pire, d'insécurité alimentaire aiguë.

Le rapport souligne qu'un peu plus d'un quart (26 %) des habitants de Gaza (576.600 personnes) ont épuisé leurs réserves et leurs capacités de survie et sont désormais confrontés à une faim catastrophique (phase 5 de l'IPC) et à la famine.

« Le PAM prévient de cette catastrophe à venir depuis des semaines. Tragiquement, sans l'accès sûr et constant que nous demandons, la situation est désespérée et personne à Gaza n'est à l'abri de la famine », a déclaré Cindy McCain, directrice exécutive du PAM.

Selon l'IPC, il existe un risque de famine dans les six prochains mois si la situation actuelle de conflit intense et d'accès humanitaire restreint persiste. Les experts en sécurité alimentaire du PAM avaient déjà établi que les habitants de Gaza avaient épuisé toutes leurs ressources, que leurs moyens de subsistance s'étaient effondrés, que les boulangeries étaient détruites, que les magasins étaient vides, et que les familles ne parvenaient pas à trouver de la nourriture. Des habitants ont dit au personnel du PAM qu'ils passent souvent des journées entières sans manger, et que de nombreux adultes ont faim car ils se privent pour que les enfants puissent manger.

« Ce ne sont pas seulement des chiffres, ce sont des enfants, des femmes et des hommes qui se cachent derrière ces statistiques alarmantes », a déclaré Arif Husain, économiste en chef du PAM. « La complexité, l'ampleur et la rapidité avec lesquelles cette crise s'est développée sont sans précédent ».

Une aide alimentaire d'urgence accrue et multisectorielle est essentielle pour éviter des décès généralisés. La récente pause de sept jours a montré que le PAM et ses partenaires peuvent fournir une assistance lorsque les conditions le permettent, et la réouverture du poste frontière de Kerem Shalom ouvre la voie à un afflux accru de nourriture et autres fournitures vitales vers Gaza. L'acheminement doit se poursuivre et s'accélérer avec des passages frontaliers supplémentaires et des conditions opérationnelles à l'intérieur de Gaza qui permettent des livraisons sûres et ordonnées à toutes les personnes dans le besoin.

« Nous ne pouvons pas rester sans rien faire et regarder les gens mourir de faim. L'accès humanitaire est nécessaire tout de suite pour que les fournitures puissent circuler dans et partout à Gaza, et pour que les civils puissent recevoir en toute sécurité une aide vitale », a déclaré McCain. « Plus que tout, ce qu'il faut maintenant, c'est la paix. Le PAM réitère son appel à un cessez-le-feu humanitaire : le monde doit s'unir maintenant pour sauver des vies. »

Les États-Unis réitèrent leur engagement à soutenir Israël quoi qu'il arrive

Le 18 décembre, alors que les États-Unis empêchaient le Conseil de sécurité des Nations unies d'adopter une résolution exigeant un cessez-le-feu, le secrétaire américain à la Défense, Lloyd J. Austin III, était en Israël où il a réitéré le soutien des États-Unis à la guerre génocidaire contre les Palestiniens. « Je suis ici avec un message clair : Le soutien de l'Amérique à la sécurité d'Israël est inébranlable », a-t-il dit. Selon Lloyd Austin, qui parle au nom des États-Unis, la guerre contre les Palestiniens est une guerre de la démocratie (Israël) contre le terrorisme (les Palestiniens). « Israël a tout à fait le droit de se défendre contre un groupe terroriste fanatique dont l'objectif déclaré est d'assassiner des juifs et d'éradiquer l'État juif », a-t-il déclaré, ajoutant que, bien entendu, « nous continuerons également de demander instamment la protection des civils pendant le conflit et l'augmentation du flux d'aide humanitaire à Gaza ». « C'est important, car Israël se bat pour démanteler l'infrastructure terroriste du Hamas à Gaza. Et cela sera également crucial pour notre travail avec nos alliés et partenaires après l'arrêt des combats, a dit le secrétaire à la Défense. Nous savons que les 72 derniers jours ont été parmi les plus douloureux de l'histoire d'Israël », mais la guerre doit se poursuivre. « Cette tragédie serait aggravée si, à la fin de cette terrible guerre, le peuple israélien et ses voisins palestiniens n'attendaient que davantage d'insécurité, de fureur et de désespoir. [...] L'instabilité et l'insécurité permanentes ne font que jouer en faveur du Hamas. Nous

devons donc réfléchir ensemble à ce qui nous attend après cette terrible saison de terreur et de guerre. »

Lloyd Austin a justifié la mort de milliers de Palestiniens dans les bombardements et l'offensive terrestre israélienne en répétant les pitoyables excuses américaines et sionistes pour la campagne meurtrière d'Israël : « Nous voyons que le Hamas utilise régulièrement des civils comme boucliers. »

La résistance palestinienne

Le 23 décembre était le 78^e jour de la résistance à la guerre terrestre menée par les forces d'occupation israéliennes à Gaza depuis le 7 octobre. Le 19 décembre, l'armée israélienne a reconnu avoir tué trois autres de ses membres, ce qui porte à neuf le nombre de victimes israéliennes et à 29 le nombre de blessés au cours des 24 heures précédentes. Les médias israéliens ont annoncé que quatre des neuf officiers et soldats tués appartenaient aux forces d'élite de l'armée. Le correspondant des affaires militaires de la radio officielle israélienne a révélé que les morts appartenaient aux commandos d'élite Dovdovan et Yahlom, ajoutant qu'ils ont été tués dans des batailles avec les Brigades al-Qassam et d'autres groupes de résistance palestiniens dans le sud et le nord de la bande de Gaza.

Le rabbin israélien Baruch Rosenblum a rapporté le témoignage d'un officier supérieur de l'armée au cours de la deuxième semaine de la campagne terrestre à Gaza. L'officier a expliqué que la plupart des combats avaient lieu la nuit et qu'au cours d'une seule opération, le Hamas avait tué 36 soldats. Le rabbin a expliqué que le Hamas avait attaqué un convoi de trois véhicules blindés Namer, transportant chacun 12 soldats, et y avait mis le feu. Le commandement de l'armée a regardé en direct, via un drone, les soldats abandonner les véhicules et le Hamas les éliminer tous avec des armes antichars. Le journal israélien *Yedioth Ahronoth* a également rapporté le 9 décembre que « chaque jour, environ 60 nouveaux blessés sont reçus par le département de Réhabilitation » et que « les chiffres cumulés depuis le 7 octobre sont astronomiques ». Plus de 2 000 soldats, policiers et autres membres des forces de sécurité ont été officiellement reconnus comme handicapés. « Nous n'avons jamais rien vécu de semblable », a expliqué Limor Luria, responsable du département de Réhabilitation du ministère de la Défense.

Une Israélienne qui était une captive récemment libérée de Gaza a déclaré que sa mère avait été tuée par des tirs de l'armée israélienne lorsque des soldats ont tiré sur la voiture qui les transportait vers Gaza, alors qu'elles étaient emmenées en captivité le 7 octobre. « Les combattants des Brigades Al-Qassam ont mis les otages dans un camion le 7 octobre, et les forces israéliennes ont ouvert le feu sur le véhicule », a déclaré la femme dans une entrevue diffusée sur la chaîne israélienne *Channel 12*. « Ma mère, que j'aimais beaucoup, est morte. J'ai été blessée au dos et mon frère a été blessé à la jambe », a-t-elle ajouté.

Israël engage des mercenaires

Europe 1, une des principales radios de France, a révélé qu'« un total de 4 185 Français ou Franco-Israéliens combattaient aux côtés de l'armée israélienne sur le front de Gaza ». « C'est le contingent le plus important après celui des États-Unis », a noté l'agence Anadolu le 18 décembre. Plusieurs autres organisations, dont l'Association France Palestine solidarité (AFPS), ont publié une déclaration demandant que les ressortissants français engagés dans des crimes de guerre répondent de leurs actes. Dans une entrevue accordée au journal espagnol *El Mundo*, Pedro Diaz Flores, mercenaire espagnol notoire qui a combattu aux côtés des néonazis en Ukraine, a révélé que le régime israélien recrutait des sociétés militaires privées (SMP) pour atteindre ses objectifs à Gaza. Il a révélé que de « nombreux » groupes de mercenaires ont rejoint l'armée israélienne, qui les paie

« très bien ». « Je suis donc venu pour l'argent. Ils paient très bien, ils offrent un bon équipement et le travail est calme. » Il est payé 3 900 euros (4 187 dollars) par semaine, « missions complémentaires mises à part », précise M. Flores. La présence de mercenaires ukrainiens a également été confirmée.

Sur ses comptes de médias sociaux, la société militaire privée (PMC) Forward Observations Group (FOG) a publié de nombreuses images et vignettes montrant ses recrues en Palestine, entourées d'une grande cache d'armes et portant des équipements de combat. Les comptes des médias sociaux des mercenaires montrent des mercenaires portant le drapeau américain sur leur uniforme stationnés le long de la frontière de Gaza dans les territoires occupés. Le fondateur de FOG est le mercenaire et ancien parachutiste américain Derrick Bales, également connu pour son association avec le bataillon d'extrême droite Azov en Ukraine.

Outre les forces non conventionnelles, les États-Unis ont déployé plus de 15 000 militaires dans les territoires occupés depuis le 7 octobre, y compris deux porte-avions américains et leurs navires d'escorte. Ils ont repositionné une force opérationnelle amphibie composée d'environ 4 000 marines et marins américains, la force opérationnelle de marins et de marines embarqués à bord de l'*USS Bataan* et de deux autres navires de guerre, comprend un bataillon d'infanterie d'environ 900 combattants, des avions de chasse F-35B, des véhicules blindés et d'autres armes, ainsi que des milliards de dollars d'aide militaire au régime israélien.

L'armée américaine continue d'expédier des armes à l'armée israélienne et s'est engagée à fournir davantage d'intercepteurs de missiles pour le système militaire israélien Iron Dome, des bombes de faible diamètre et d'autres armes guidées par GPS, a récemment confirmé Sabrina Singh, porte-parole du Pentagone.



Les appels au cessez-le-feu sont repris partout au Canada

Un nombre sans précédent de 286 719 Canadiens ont signé une pétition en ligne demandant au premier ministre Justin Trudeau d'exiger un cessez-le-feu immédiat en Palestine – le plus grand nombre, et de loin, de toutes les pétitions électroniques parlementaires depuis leur lancement en 2015.

La pétition a été lancée par la Montréalaise Maëva Gaudrault et parrainée par le député néodémocrate québécois Alexandre Boulerice. Elle a été ouverte aux signatures le 24 octobre et s'est terminée le 23 novembre. La pétition a été présentée à la Chambre des communes le 1er décembre. Le gouvernement libéral dispose de 45 jours civils pour répondre à une pétition électronique déposée, en l'occurrence au plus tard le 8 janvier. Le Parlement est en congés depuis le 15 décembre et reprendra ses travaux le 29 janvier 2024. La pétition se lit comme suit :

Attendu que :

- Le Canada exige un cessez-le-feu immédiat dans le conflit israélo-palestinien;
- Le Canada demande à Israël de lever le blocus de la bande de Gaza et d'autoriser la mise en place d'un corridor humanitaire et d'une intervention humanitaire d'urgence;
- Le Canada demande à Israël de respecter ses engagements en vertu des Conventions de Genève et du droit international humanitaire;

- Le Canada respecte son engagement international quant à la promotion et à la défense des droits de la personne;
- Le Canada prenne toute autre mesure nécessaire afin de protéger les civils, du côté d'Israël que de la Palestine, et contribuer à la création d'un climat propice à l'instauration d'une paix durable..

Nous, soussignés, citoyens et résidents du Canada, prions la Chambre des communes réunie en Parlement d'exiger du premier ministre qu'il prenne les mesures nécessaires face au conflit israélo-palestinien.



Appel à une action urgente pour la création de corridors humanitaires

Les signataires d'une récente lettre ouverte adressée à tous les niveaux de gouvernement au Canada déclarent : « Nous nous appuyons sur les appels de plus de 30 députés, ainsi que sur ceux de nos collègues du Conseil canadien pour les réfugiés, de Médecins sans frontières (MSF), Amnistie Internationale et du Conseil national des musulmans Canadiens, entre autres, pour exiger un cessez-le-feu immédiat et une aide humanitaire d'urgence pour la population civile. En outre, nous demandons la création de corridors humanitaires pour reloger en toute sécurité dans d'autres pays les habitants de Gaza qui n'ont pas d'option raisonnable de relogement dans ce territoire ou dans les pays voisins. »

La lettre conclut en appelant « le premier ministre Trudeau et son gouvernement à adopter et à mettre en oeuvre les mesures identifiées dans cette lettre, et tous les responsables municipaux,

provinciaux et nommés à exiger que nous fassions notre part, en tant que Canadiens, pour sauver la vie des réfugiés actuellement piégés à Gaza. »

Des municipalités adoptent des motions demandant un cessez-le-feu

Une centaine de villes dans tout le pays ont adopté des résolutions demandant au gouvernement fédéral d'exiger un cessez-le-feu immédiat et permanent à Gaza. En voici quelques exemples.

La ville de Burnaby, en Colombie-Britannique, serait la première ville canadienne à avoir adopté une telle motion. Le 7 novembre, le conseil municipal de Burnaby, qui fait partie de la région métropolitaine de Vancouver, a adopté à l'unanimité une motion demandant au gouvernement fédéral d'appeler à un cessez-le-feu à Gaza, à un accroissement de l'aide humanitaire et à la libération de tous les otages. La motion demande également au maire, au conseil municipal et à la ville de Burnaby de condamner tous les actes d'antisémitisme, de racisme anti-palestinien et d'islamophobie au sein de la communauté. Elle ajoute que ces actes « ont augmenté depuis l'escalade de la violence au cours du mois dernier ». En plus d'appeler le gouvernement fédéral à prendre position, la motion autorise également l'envoi d'une lettre aux députés de Burnaby, Jagmeet Singh (également chef du NPD), et Terry Beech.

Le conseiller Daniel Tetrault, qui a présenté la motion, a déclaré qu'il espérait que d'autres villes prendraient également position. « Nous voulons que d'autres personnes et d'autres organisations, des élus et des gens en général sentent qu'il est sécuritaire de s'exprimer et de demander un cessez-le-feu, afin d'arrêter le massacre de civils innocents », a-t-il déclaré à CityNews. Il a exprimé son incrédulité quant au fait que le gouvernement fédéral n'ait pas encore appelé à un cessez-le-feu. « Nous espérons qu'au minimum, nous demanderons un cessez-le-feu, a déclaré Daniel Tetrault. Cela ne devrait pas prêter à controverse, compte tenu de toutes les victimes civiles. » Il a ajouté : « En tant que personne d'origine juive, je tiens à préciser qu'il ne s'agit pas d'une question opposant les juifs aux musulmans, mais d'une question de droits humains fondamentaux. »

Le 14 novembre, une lettre adressant les mêmes demandes au gouvernement canadien a été signée par 50 conseillers municipaux, maires et directeurs de municipalités de toute la province. S'exprimant sur la lettre et la demande d'un cessez-le-feu permanent, le conseiller municipal de Burnaby, Daniel Tetrault, a déclaré : « Une pause n'est pas suffisante pour faire face à la véritable crise humanitaire actuelle, et elle n'est pas non plus à long terme. Elle n'arrête pas les bombardements, ni le ciblage des civils. »

Au Québec, le 21 novembre, le conseil municipal de la ville de Sherbrooke a adopté à l'unanimité une résolution demandant un cessez-le-feu immédiat en Palestine et a joint sa voix à celle des Palestiniens pour un monde juste et meilleur. Cette résolution a été adoptée en réponse à l'appel lancé par des résidents de Sherbrooke pour que la ville devienne une ville de paix en soutien au peuple palestinien.

Mohamed Soulami, au nom du groupe de citoyens de Sherbrooke qui réclament un monde meilleur et la paix, a présenté une lettre au conseil municipal le 7 novembre pour que le conseil prenne position. Il s'est également adressé au conseil le 21 novembre en disant : « Malgré les dénonciations des organisations mondiales comme l'ONU, l'OMS [Organisation mondiale de la santé] et l'appel à prendre des mesures pour éviter une catastrophe à l'humanité, nous constatons que plusieurs organisations ignorent ces alertes. Le nettoyage ethnique et les crimes de guerre contre la population de Gaza en Palestine se poursuivent depuis maintenant 30 jours. Le Québec et le Canada considèrent malheureusement la question avec la notion de deux poids, deux mesures. Cependant, on s'attend à ce que nos élus soient justes et en faveur des recommandations de l'ONU pour exiger l'arrêt immédiat de ce massacre. »

Dans la résolution adoptée, la ville appelle également les autres municipalités et les gouvernements provincial et fédéral à être des alliés et à adopter des résolutions similaires.

« Il suffit d'être humain pour soutenir la Palestine », a déclaré un citoyen. D'autres ont également voulu dénoncer ceux qui se taisent et ont appelé Sherbrooke à être une « ville courageuse ». Comme plusieurs autres villes au pays, Sherbrooke organise régulièrement des manifestations en appui au peuple palestinien depuis le 7 octobre.

En Ontario, même les forces sociales-démocrates, connues pour leur complaisance à l'égard du lobby sioniste, ont été contraintes par leurs électeurs de réagir à la crise humanitaire engendrée par les massacres perpétrés. À cet égard, le 10 novembre, la mairesse de Toronto, Oliva Chow, a appelé à un cessez-le-feu, qualifiant d'« insupportables » les images des massacres et des destructions perpétrés par Israël à Gaza.

Le 21 novembre, la mairesse de Hamilton, Andrea Horwath, s'est également exprimée et a qualifié la situation à Gaza de « cauchemar humanitaire dépassant l'imagination » et a également appelé à un cessez-le-feu. Elle a déclaré que les résidents de Hamilton méritaient que leurs appels à la paix soient entendus.

Le 22 novembre, la ville de Mississauga s'est jointe à l'unanimité à l'appel au cessez-le-feu, l'une des dernières villes canadiennes à le faire officiellement. La motion a été présentée par Carolyn Parrish, conseillère municipale du quartier 5, qui a également demandé la libération des otages israéliens. « Des millions de manifestants à travers le monde, dont des milliers ici à Mississauga, demandent un cessez-le-feu pour mettre fin au carnage et avancer vers une solution au conflit », a-t-elle déclaré. Elle a ajouté que « la paix ne peut venir que du retour immédiat et inconditionnel de tous les otages et d'un cessez-le-feu ». Lorsqu'elle était députée fédérale, Carolyn Parrish a déjà dirigé une délégation multipartite de neuf parlementaires canadiens en Palestine, qui s'est arrêtée en Cisjordanie et à Gaza, ainsi qu'en Israël en mai 2002.



Présentation de la résolution lors de la réunion du conseil municipal de Mississauga, 22 novembre 2023

À Calgary, la mairesse Jyoti Gondek a refusé de participer à l'allumage annuel de la ménorah à l'hôtel de ville le 7 décembre, comme elle l'avait fait l'année dernière, après que cet événement ait été expressément politisé comme un événement pro-israélien plutôt qu'un événement destiné à la communauté juive de la ville.

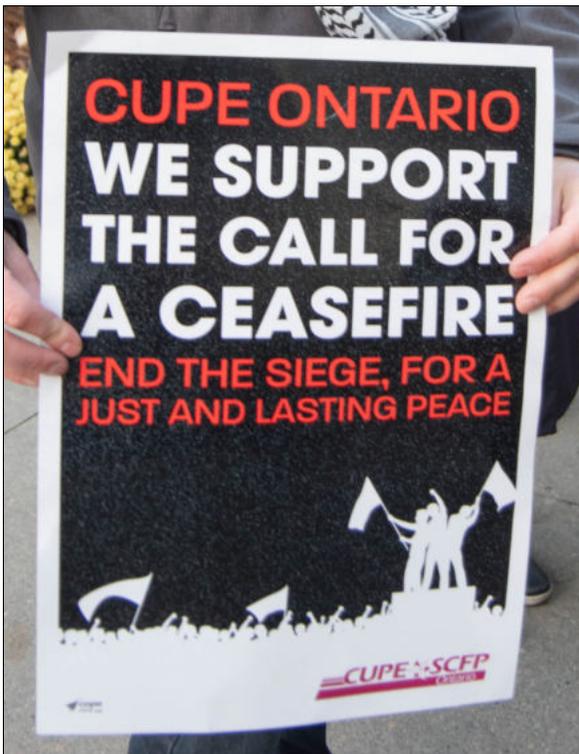
« J'ai appris tardivement que la cérémonie d'allumage de la ménorah de demain, à laquelle je me réjouis d'assister depuis des années, a été repositionnée comme un événement de soutien à Israël », a-t-elle déclaré dans un communiqué, ajoutant que lorsqu'elle avait demandé à prendre la parole à cette occasion il y a plusieurs semaines, c'était pour présenter les vœux traditionnels d'Hanoukka à la communauté juive de Calgary. « Ce changement de dernière minute va à l'encontre de l'intention initiale et me donne l'impression d'avoir été abandonnée par les dirigeants », peut-on lire dans la déclaration. Elle a déclaré qu'en tant que mairesse, son objectif était de célébrer les liens communs dans la ville et de s'engager de manière interconfessionnelle. « Le changement de nature de l'événement de demain crée un clivage et oblige les gens à choisir un camp. »

Malgré les nombreuses demandes de cessez-le-feu, le gouvernement libéral de Justin Trudeau continue d'appeler à des « pauses humanitaires » plutôt qu'à un cessez-le-feu immédiat, ce qui signifie qu'il souhaite qu'Israël n'interrompe que temporairement son assaut sur Gaza pour laisser passer de l'aide, après quoi il pourra reprendre ses attaques.

Les syndicats et les conseils du travail prennent position

Syndicat canadien de la fonction publique

Lors du congrès national du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), qui s'est tenu à Québec du 23 au 27 octobre, les membres ont adopté une résolution d'urgence en faveur de la Palestine à une majorité des deux tiers. La résolution stipule que le SCFP « exigera du gouvernement canadien qu'il demande un cessez-le-feu immédiat en Israël/Palestine, qu'il mette fin à ses ventes d'armes à Israël, qu'il mette fin à l'immunité diplomatique de l'État d'Israël, qu'il mette fin au blocus israélien de Gaza et qu'il rétablisse l'aide et les produits de première nécessité », et qu'il « sensibilisera ses membres à l'histoire de l'occupation et de la colonisation de la Palestine par Israël, à la complicité du Canada, et à ce que les syndicats peuvent faire pour soutenir une paix juste ». Le fait que le plus grand syndicat du Canada ait adopté une telle résolution à l'initiative de ses membres est extrêmement important.



De même, le Syndicat canadien du personnel (SCP), qui représente le personnel employé par le SCFP, a adopté une résolution particulièrement forte en quatre points en solidarité avec les civils et les syndicats palestiniens.

« Nous assistons à un génocide sans précédent, qui ne fait qu'empirer de jour en jour », a déclaré Amy Kishek, membre du SCP qui a contribué à l'adoption de la résolution d'urgence dans le cadre du Labour for Palestine CSU Caucus. « En ce moment, nous avons décidé de répondre à l'appel des syndicats palestiniens. Ils nous ont dit haut et fort que les syndicats doivent jouer un rôle dans l'éducation de leurs membres sur l'occupation et l'escalade de la violence génocidaire et des déplacements qui se déroulent actuellement, ainsi que sur la complicité de pays comme celui dans lequel nous vivons. »

Selon le communiqué du SCP, « les actions prévues par la résolution demandent à la CSU de.. : Répondre aux appels des syndicats palestiniens

pour mettre fin à la violence et faire pression sur le Canada pour qu'il cesse tout commerce militaire et tout soutien à Israël; Protéger les membres du SCP contre les mesures disciplinaires ou le silence pour s'être exprimés; Mener des activités d'éducation des membres; [et] Créer un comité pour enquêter et faire rapport sur les investissements du régime de retraite des employés du SCFP dans des entreprises figurant sur la liste de boycott [désinvestissement et sanctions]. »

Kimalee Phillip, membre du personnel du SCFP et membre du SCP, a souligné que le syndicat prenait des mesures pour « s'assurer que les membres du personnel qui s'expriment en faveur de la Palestine, mais qui critiquent également l'État d'Israël en tant qu'État d'apartheid et son occupation, ne subissent pas de représailles pour ces prises de position ». La SCP a centré la question du désinvestissement en s'engageant à examiner tout investissement potentiel de son fonds de pension en Israël. « Nous avons l'un des meilleurs régimes de retraite du personnel du SCFP et nous voulons nous assurer que nos fonds ne sont pas investis de manière à soutenir le régime d'apartheid. Nous demandons donc à notre syndicat de créer un comité et de travailler avec les administrateurs de notre régime de retraite afin d'enquêter et de présenter un rapport aux membres. Nous voulons nous assurer que notre fonds de pension n'est pas investi dans des entreprises qui tirent profit de l'occupation », a déclaré Phillip.

Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et d'infirmiers

La Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et d'infirmiers a publié la déclaration suivante le 9 novembre.

La Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et d'infirmiers (FCSII) appuie l'appel de Médecins sans frontières (MSF) à un cessez-le-feu immédiat dans la guerre Israël-Hamas. Alors que le niveau de violence et les bombardements continuent de s'intensifier, les fournitures et le personnel humanitaires, dont le besoin est critique, doivent être autorisés à entrer et à travailler en toute sécurité. Les hôpitaux de Gaza sont débordés, et le système de soins de santé est confronté à un effondrement total. Le droit international humanitaire exige clairement que les installations médicales, le personnel médical et les patients soient protégés.



Un cessez-le-feu immédiat permettrait aux fournitures médicales et humanitaires d'entrer dans la région et d'aider ceux qui en ont désespérément besoin.

La FCSII demande au gouvernement Trudeau de renforcer son influence et de réclamer un cessez-le-feu humanitaire. Le gouvernement canadien doit appuyer les Nations Unies, l'Organisation mondiale de la santé, MSF et le Conseil international des infirmières, ainsi que les appels à l'aide et à l'intervention de nombreux autres organismes d'aide internationaux..

Le personnel infirmier du Canada appuie la campagne #NURSESFORPEACE du Conseil international des infirmières. Nous sommes extrêmement fiers du courage et de la force de ceux et celles qui fournissent des soins médicaux indispensables malgré les graves dangers. Visitez icn.ch pour en savoir plus et soutenir la campagne.

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes

Le 10 novembre, le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) a publié la déclaration suivante :

Depuis le 7 octobre 2023, plus de 10 000 personnes, y compris des milliers d'enfants, ont perdu la vie à cause des violences entre Israël et la Palestine. Le nombre de victimes continue d'augmenter à l'approche du deuxième mois de guerre. Le STTP condamne toute attaque ciblée contre des civils innocents, leur enlèvement et leur assassinat, et il demande au gouvernement du Canada d'exiger un cessez-le-feu immédiat.

La population palestinienne à Gaza est privée d'eau potable, de nourriture, d'électricité et d'autres nécessités de la vie. Personne n'est en sécurité à Gaza, où plus d'un million de Palestiniennes et Palestiniens ont été contraints de quitter leur foyer. Entretemps, les forces israéliennes poursuivent les frappes aériennes et ont entamé une invasion terrestre. Israël a déclaré clairement son intention de vider Gaza de ses habitants. Selon les instances internationales, ce qui se passe actuellement à Gaza constitue un génocide.

Le châtime collectif imposé à la population de Gaza est une infraction flagrante de l'article 53 de la quatrième Convention de Genève.

L'apartheid exercé par Israël contre les Palestiniens et l'occupation militaire de leurs terres donnent lieu à d'innombrables gestes de violence : atteinte à la dignité et harcèlement au quotidien aux points de contrôle, démolition d'habitations, expulsion de la population pour étendre illégalement les colonies et meurtre en toute impunité.

Le STTP dispose depuis longtemps d'une résolution et d'une politique d'appui envers la lutte des travailleuses et travailleurs palestiniens et envers la campagne de boycottage, de retrait des investissements et de sanctions à l'encontre d'Israël. Cette résolution restera en vigueur jusqu'à ce que l'État d'Israël satisfasse à son obligation de reconnaître le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et qu'il se conforme aux préceptes des lois internationales, dont le droit au retour sur leurs terres des réfugiés palestiniens, comme le précise la résolution 194 des Nations Unies.

La voie menant à une paix juste et durable passe par la fin de l'occupation par Israël, et elle exige de la part de cet État qu'il cesse toute occupation de territoires et qu'il se conforme au droit international. La première étape consiste à exiger un cessez-le-feu immédiat pour mettre fin à l'assassinat de civils innocents et permettre à l'aide humanitaire d'entrer à Gaza.

Conseil du travail de Hamilton et du district

<https://cpcml.ca/images/Asia/Palestine/231019HDLConPalestine-.JPG>Le 19 octobre, le Conseil du travail de Hamilton et du district (HDLC) a lancé un appel à un cessez-le-feu immédiat, réaffirmant sa « position en faveur de la fin de l'occupation des territoires palestiniens. »

La déclaration du HDLC se poursuit : « En outre, nous demandons au gouvernement canadien de cesser d'armer le gouvernement israélien et de fournir plutôt de l'aide humanitaire au peuple palestinien afin d'aider à compenser la crise qui perdure à Gaza. Nous condamnons les politiciens fédéraux, provinciaux et municipaux qui utilisent la crise au Moyen-Orient pour salir et calomnier ceux qui défendent les droits humains des Palestiniens en les qualifiant de 'pro-terroristes' d'une manière qui sape la liberté d'expression et les droits démocratiques ». La section canadienne 2 de l'Union internationale des employés de service (SEIU) a ensuite adopté la position du HDLC.

Conseil du travail de Windsor et du district

Lors de sa réunion des membres du 14 novembre, le Conseil du travail de Windsor et du district (WDLC) a adopté la résolution suivante :

Que le WDLC demande au gouvernement canadien de réclamer

- (a) un cessez-le-feu immédiat de toutes les hostilités en Israël-Palestine;
- (b) la fin du blocus de Gaza;
- (c) le rétablissement de l'aide humanitaire et de l'accès aux produits de première nécessité;
- (d) la libération des otages;

Le WDLC soutient l'appel à la paix, au dialogue et à une solution durable à ce conflit qui a coûté trop de vies et causé des souffrances incommensurables;

Que le WDLC croit fermement qu'une paix juste et durable est possible en Israël-Palestine, où des personnes de toutes origines et de toutes confessions peuvent vivre en paix côte à côte, dans la sécurité et la justice pour tous.

(Avec des informations de CityNews, CTV, Now Magazine, CBC)



Le Canada se joint à une flottille navale internationale américaine dans la mer Rouge



Le Yémen empêche un cargo israélien d'entrer dans son territoire maritime, 11 décembre 2023

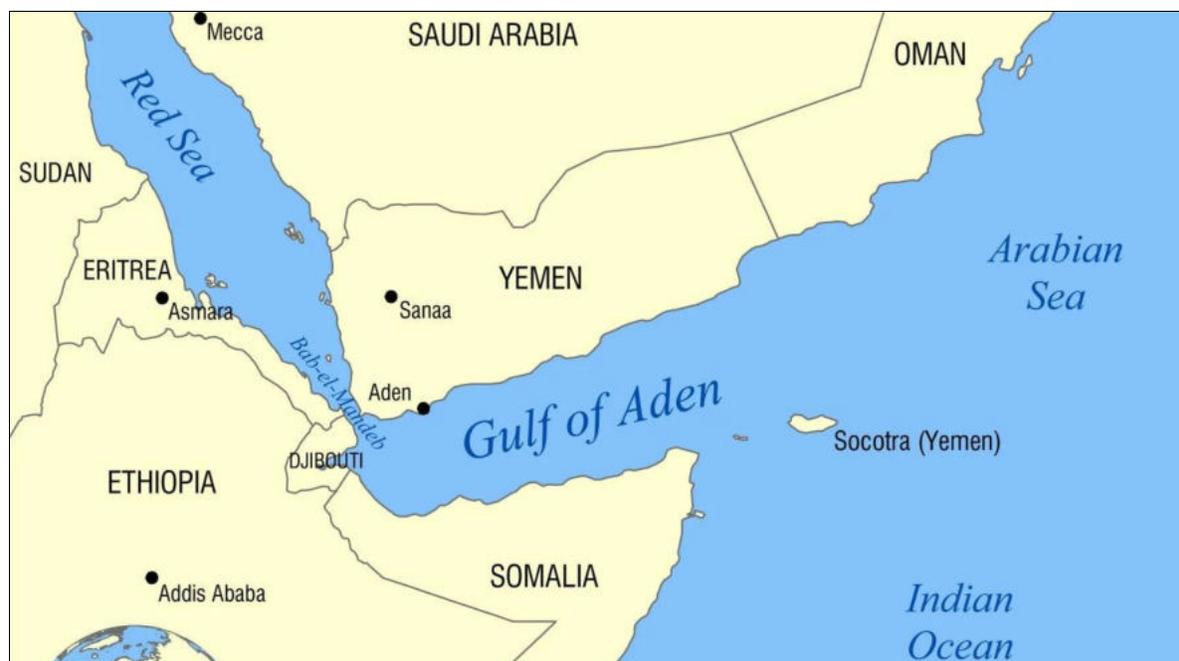
Le secrétaire de la Défense des États-Unis, Lloyd Austin, a officiellement annoncé le 18 décembre que les États-Unis avaient mis en place une « flottille navale pour assurer que le transport maritime vers Israël puisse avoir accès à la mer Rouge et au canal de Suez ». « L'opération Gardien de la prospérité rassemble plusieurs pays dont le Royaume-Uni, le Bahreïn, le Canada, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège, les Seychelles et l'Espagne avec pour mission de contrer les menaces à la sécurité dans le sud de la mer Rouge et dans le golfe d'Aden, et pour assurer la liberté de navigation de tous les pays et rehausser la sécurité et la prospérité régionales », a-t-il dit. L'Union européenne vient d'annoncer qu'elle va aussi y participer. Selon Austin, la flottille est en réponse aux Houthis du Yémen qui s'en prennent aux navires marchands se rendant en Israël.

La Grande-Bretagne va y envoyer un destroyer de type 45 équipé d'armes de défense aérienne. La frégate française le Languedoc patrouille déjà le golfe d'Aden et la région sud de la mer Rouge

depuis le 8 décembre. Un porte-parole a dit à la presse que le Languedoc a abattu deux drones « venant du Yémen et apparaissant hostile lors de la deuxième journée de patrouille ». La Norvège va contribuer 10 officiers, le Canada 3 et les Pays-Bas 2, mais aucun navire.

Il n'y a pas et n'a jamais eu de menace à « la liberté de navigation de tous les pays » ni à la sécurité et la prospérité régionale. S'il y a une menace, c'est envers le transport maritime en direction d'Israël.

La position ferme du Yémen contre le bombardement et les opérations terrestres d'Israël appuyé par les États-Unis et le massacre de Palestiniens dans Gaza et la Cisjordanie a eu un impact significatif. Reuters rapporte que pas moins de 12 grandes entreprises de transport, y compris le groupe de transport maritime français CMA CGM, la société de pétroliers belge Euronav, la société maritime de conteneurs taïwanaise Evergreen, le groupe de pétroliers norvégien Frontline, le transporteur de conteneurs sud-coréen HMM, la société de transport de conteneurs allemande Hapag Lloy, A.P. Moller-Maersk du Danemark, la société de transport maritime méditerranéen (MSC), le Ocean Network Express du Japon, l'Orient Overseas Container Line (OOCL), Wallenius Wilhelmsen de la Norvège et la société taïwanaise de transport maritime Yang Ming ont soit cessé de transporter de la marchandise en Israël ou réacheminé leurs livraisons par voie de l'Afrique plutôt que par la route plus directe de la mer Rouge.



Le Yémen n'est pas le seul à prendre position contre le transport en Israël en solidarité avec les Palestiniens. Le mercredi 20 décembre, le premier ministre malaisien Anwar Ibrahim a annoncé la décision d'imposer une interdiction maritime aux navires affiliés à Israël – plus particulièrement à ZIM, la plus importante société de transport maritime en Israël. Les navires en route pour Israël seront aussi interdits de transborder de la marchandise dans aucun port de la nation de l'Asie du Sud-Est, en vigueur immédiatement, a dit Anwar dans un communiqué. « Le gouvernement

malaisien a décidé d'interdire la compagnie israélienne de transport maritime ZIM de se mettre au quai d'un port malaisien », a dit Anwar. Les restrictions sont en réponse aux « actions d'Israël qui ignore les principes humanitaires fondamentaux et viole le droit international par le massacre et la brutalité continus contre le peuple palestinien ». La Malaisie a aussi décidé de ne plus accepter que des navires arborant le drapeau israélien puissent s'amarrer au pays et d'imposer une interdiction sur tout navire en route vers Israël de décharger des marchandises dans les ports malaisiens.



Une entreprise de défense israélienne obtient un contrat pour munir des avions canadiens de dispositifs électroniques

Le 27 novembre, la compagnie électronique de défense israélienne Elbit Systems Ltd. a obtenu un contrat de Airbus Defence and Space pour munir la nouvelle flotte canadienne d'avions multirôle de transport et de ravitaillement en vol de contre-mesures infrarouges directes (DIRCM) et de systèmes d'avertisseur d'approche de missile à l'infrarouge (IR). Le contrat pour leur installation sur l'avion stratégique de transport et de ravitaillement (MRTT) A330 sera d'une durée de cinq ans.

Selon Elbit, ses systèmes DIRCM sont conçus pour « protéger l'avion contre les missiles sol-air détecteurs de chaleur », qui se dirigent vers la radiation émise par la source de chaleur provenant d'une cible telle qu'un moteur ou le système d'échappement d'un aéronef. Le système DIRCM repère et suit le missile dès qu'il est lancé et émet un rayon laser qui paralyse le missile. Le système « combine une technologie laser avancée et une caméra thermique ultra-rapide ayant une minuscule tourelle à plage dynamique élevée », selon Elbit.

En juillet, le gouvernement canadien a commandé quatre nouveaux avions MRTT Airbus A330 ainsi que la conversion de cinq appareils A330-200 usagés pour remplacer les CC-150 Polaris vieillissants afin d' « assurer la capacité de défense continentale » de l'Aviation royale canadienne. Le montant du contrat conclu entre Elbit et Airbus Defence and Space n'a pas été divulgué.

Oren Sabag, le directeur général des divisions ISTAR (renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance) et GEM (guerre électromagnétique) de Elbit Systems, a dit : « La décision d'Airbus Defence and Space de continuer à équiper l'avion MRTT A330 de nos solutions de défense avancée confirme la qualité et la place dans les marchés de nos solutions en technologie de pointe. Notre système d'autoprotection DIRCM fournira au client des solutions défensives avancées qui renforceront l'avantage sécuritaire et opérationnel des plate formes et des équipages. »

Elbit est le plus grand fournisseur de l'armée israélienne, à qui elle fournit la grande majorité de ses drones, munitions, équipements de surveillance, missiles de précision et pièces pour ses chars d'assaut et ses avions à réaction. Elbit Systems UK Ltd. en Grande-Bretagne fabrique des pièces pour les drones meurtriers d'Israël, ainsi que des viseurs d'armes, des pièces de chars d'assaut et bien d'autres choses encore, exportant chaque année un grand nombre de ces technologies vers Israël.

(European Defence Review, Xinhua)



Des changements insidieux au curriculum d'enseignement en Ontario

– Enver Villamizar –

Des changements sont en train d'être apportés au curriculum éducatif en Ontario visant à associer l'opposition à l'occupation de la Palestine et au nettoyage ethnique à l'antisémitisme, à la haine et à ce qu'on appelle les « idéologies extrêmes ». Cette initiative vise prétendument à défendre la démocratie, tout cela au beau milieu de révélations au sujet du financement et de l'entraînement militaire de néonazis en Ukraine par le Canada et de l'accueil réservé à plusieurs nazis au Canada après la Deuxième Guerre mondiale, dont celui ovationné au parlement. Les gouvernements au Canada évitent de parler de l'appui financier donné aux nazis pour qu'ils fassent la guerre à la Russie et de la présence de nazis au Canada, ce qui mène à croire qu'ils participent à la dissimulation. Dans ce contexte, la discussion sur l'antisémitisme et la défense de la démocratie est irrationnelle et malhonnête, c'est le moins qu'on puisse dire.



Le 1er novembre, à peine un mois après qu'un Nazi fut honoré à la Chambre des communes par tous les députés au parlement et le commandant de l'armée canadienne, le gouvernement de l'Ontario a annoncé qu'il instaure « un nouvel apprentissage obligatoire élargi de l'Holocauste dans le cours obligatoire d'histoire de 10e année » et qu'il investit 650 000 \$ dans des partenariats communautaires qui fournissent des ressources aux élèves et une formation au personnel enseignant afin d'élargir l'apprentissage des valeurs canadiennes fondamentales, y compris l'importance de protéger la démocratie contre les idéologies extrêmes et néfastes.

Des annonces similaires ont été faites en novembre 2022 lorsque le gouvernement de l'Ontario a imposé l'apprentissage de l'holocauste en 6e année, accompagné du financement de diverses entités privées en lien avec l'éducation sur l'holocauste et l'antisémitisme.

L'enseignement de la Deuxième Guerre mondiale et de l'holocauste est primordial si l'on veut armer la nouvelle génération d'une perspective lui permettant d'apprécier les sacrifices faites par la résistance des peuples du monde au fascisme nazi à cette époque, pour qu'ils puissent jeter un regard critique sur ce qui se passe aujourd'hui et prendre position en faveur de la paix et contre l'occupation et l'impérialisme. Dans le curriculum d'histoire actuel en Ontario concernant l'enseignement de l'holocauste, l'accent est mis sur l'importance des droits humains au Canada à la lumière de l'holocauste. Par exemple, une des questions du curriculum est : « Pensez-vous que l'holocauste influence l'opinion des Canadiens sur le traitement par le Canada des Premières Nations, des Métis et des Inuits ? » Autrement dit, le curriculum actuel lie l'holocauste au traitement des Premières Nations au Canada parce que le Canada a commis un génocide culturel contre les peuples autochtones. Le gouvernement ontarien change maintenant son approche et finance des groupes privés qui mettent plutôt l'accent sur le lien entre toute critique d'Israël et l'antisémitisme et la haine. Cela n'a rien à voir avec enseigner l'histoire aux jeunes. Il s'agit plutôt de tenter d'empêcher les jeunes de s'opposer à Israël comme puissance d'occupation et de dénoncer l'appui que lui accordent les États-Unis et le Canada.



Le gouvernement et ceux qui préconisent cette approche dépeignent les juifs uniquement comme des victimes dans ce contexte d'apprentissage, évoquant les horreurs de l'holocauste pour dissimuler le projet sioniste en Israël et contrer toute opposition et critique aujourd'hui. Or, pendant l'holocauste les juifs partout en Europe ont fait partie du mouvement de résistance à l'expansion et à l'occupation nazies. Aujourd'hui, alors que les actions d'Israël rappellent les tactiques nazies, la résistance du peuple palestinien devient primordiale, s'inspirant de la résistance mondiale contre le fascisme nazi pendant la Deuxième Guerre mondiale. Aujourd'hui, lorsque des gens comme le premier ministre Benjamin Netanyahu se lèvent à l'ONU – comme il l'a fait le 22 septembre – et tentent littéralement d'effacer la Palestine de la carte du Moyen-Orient, ils font ce que les nazis ont fait aux peuples d'une grande

partie de l'Europe.

Aujourd'hui, l'occupation des territoires palestiniens par Israël et ses tentatives d'occuper de plus en plus de territoires sont exposées aux yeux de tous grâce justement à la résistance palestinienne et à la résistance de tous ceux qui refusent de l'accepter, comme nous le faisons aujourd'hui. C'est la résistance qui expose la vérité. La résistance fait sienne l'expérience des peuples du monde pendant la Deuxième Guerre mondiale et la leçon voulant que la sécurité des peuples est dans la défense des droits de tous. C'est en raison de la résistance à l'occupation depuis la création d'Israël à nos jours qu'il y a un avenir pour le peuple palestinien et qu'il sera libre !



La Cour supérieure du Québec suspend la ratification de la politique contre le génocide en Palestine à McGill

Le 23 novembre, trois jours seulement après que les étudiants de premier cycle de McGill aient massivement voté en faveur de la Politique contre le génocide en Palestine, leur association, l'Association étudiante de l'Université McGill (AÉUM), a publié un communiqué expliquant que deux jours auparavant, elle avait « a reçu une demande d'injonction provisoire et interlocutoire » qui « vise à empêcher l'AÉUM de voter pour la ratification de la Politique contre le génocide en Palestine (présentée lors du référendum de l'automne 2023) au Conseil d'administration »[1]. « La ratification par le Conseil d'administration est nécessaire pour que toute politique ou décision votée par référendum soit exécutoire par l'AÉUM », explique le comité exécutif de l'AÉUM. « En cour, une décision a été prise pour reporter la ratification potentielle de la politique jusqu'à ce qu'un verdict soit rendu lors d'une nouvelle audience judiciaire. Cette audience est prévue pour la dernière semaine de mars 2024, moment auquel nos avocats vont vigoureusement contester l'injonction. »

Le lendemain, Solidarité pour les droits humains des Palestiniens McGill – SPHR McGill a répondu que « La poursuite, déposée par un étudiant menant la campagne « Votez NON » contre la politique, est également menée par B'nai Brith Canada. Face à la vague croissante de solidarité avec

la Palestine dans toute l'Amérique du Nord, les organisations du lobby sioniste, comme B'nai Brith Canada, ont de plus en plus recours à des tactiques d'oppression juridique et à l'utilisation de poursuites judiciaires pour réduire au silence les militants palestiniens et juifs antisionistes.

« L'immédiateté désespérée de ces représailles est la dernière tentative pour supprimer un mandat clair et démocratique à McGill, mais aussi pour détourner l'attention des atrocités commises contre le peuple palestinien par le régime sioniste. Face aux contradictions croissantes, le sionisme ne peut se légitimer que par l'autorité du système judiciaire colonial, un système qui institutionnalise et soutient sans cesse le racisme anti-palestinien[2]. »

Un article de *The Suburban* indique que B'nai Brith Canada « a obtenu l'ordonnance temporaire stoppant la ratification et la mise en oeuvre de la résolution jusqu'à l'audience sur l'injonction complète[3] ».

B'nai Brith Canada avait tenté d'empêcher le vote à McGill. Dans une déclaration datée du 17 novembre, le chef de la direction de B'nai Brith Canada, Michael Mostyn, a déclaré : « Cette politique discriminatoire et entachée de désinformation n'aurait jamais dû figurer sur le bulletin de vote. Nous avons pris l'initiative extraordinaire d'aider un étudiant à obtenir une injonction pour suspendre ce référendum parce que nous croyons qu'il représente une menace sérieuse pour les droits des juifs à l'Université McGill. »[4].

Dans les documents de la cour, apparemment, l'étudiante anonyme qui conteste la Politique contre le génocide en Palestine la qualifie de « littérature haineuse » qui viole la Constitution de l'association étudiante ainsi que ses politiques en matière d'antisémitisme et d'équité[5].

« Année après année, il y a une forme de référendum ou de question sur laquelle ils [l'AEUM] font voter les gens pour essentiellement condamner Israël alors qu'ils ne condamneraient pas d'autres pays », a déclaré Henry Topas, directeur régional pour le Québec de B'nai Brith Canada, à CBC News[6]. « Topas a ajouté que bien que B'nai Brith reconnaisse la 'souffrance collatérale des civils' à Gaza, Israël doit se défendre lui-même. Il est absurde de dire qu'un génocide est en train d'être commis dans la bande de Gaza », a-t-il ajouté.

Un autre article cite les propos de Henry Topas : « L'idée de voter qu'Israël commet un génocide à Gaza est offensante et n'a rien à faire dans la politique étudiante », et que « sur la base de l'existence d'une telle question référendaire, nous demandons aux tribunaux d'arrêter le référendum »[7]. Le même article poursuit en disant que « B'nai Brith a notifié l'université et l'association étudiante de l'injonction et leur a demandé d'attendre de mettre en oeuvre, d'annoncer ou de compter les votes en attendant l'audience officielle de la motion d'injonction », mais que « ni l'université ni l'association étudiante n'ont répondu ».

En 2022, un référendum similaire condamnant Israël a été tenu et une politique pro-palestinienne a été approuvée par 71 % des étudiants de premier cycle qui ont voté à McGill. Cependant, l'AEUM ne l'a finalement pas ratifiée. L'administration de l'université avait alors menacé de mettre fin à son protocole d'accord avec l'association étudiante si la politique n'était pas retirée. À l'époque, Jonah Fried, étudiant à McGill, a poursuivi l'association étudiante, l'université et le SPHR McGill, alléguant que la politique avait été « conçue pour créer un climat de peur et d'intimidation à l'encontre des étudiants juifs »[8].

Jonah Fried a également été soutenu par B'nai Brith Canada dans son procès, qui a nommé l'Université McGill, l'AEUM et SPHR McGill, qui a promu le référendum[9].

Notes

1. Déclaration du Comité exécutif au sujet de l'injonction vis-à-vis la Politique contre le génocide en Palestine

2. Solidarity for Palestinian Human Rights McGill – SPHR McGill
3. Court blocks implementation of McGill student resolution, *The Suburban*, 22 novembre 2023
4. B'nai Brith Canada appuie une injonction juridique visant à mettre fin au référendum anti-Israélien à McGill, B'nai Brith Canada, 17 novembre 2023
5. Gaza : une politique étudiante de l'Université McGill suspendue par la Cour supérieure, Radio-Canada, 22 novembre 2023
6. Quebec Superior Court halts adoption of pro-Palestinian McGill student union policy, CBC News, 23 novembre 2023
7. B'nai Brith Canada appuie une injonction juridique visant à mettre fin au référendum anti-Israélien à McGill, 17 novembre 2023
8. McGill students vote to approve a policy against 'genocide in Palestine' over the objections of Jewish students, *The Canadian Jewish News*, 21 novembre 2023
9. Poursuite contre les étudiants de l'Université McGill qui soutiennent la Palestine, *LML*, 18 août 2022



Pétition pour l'annulation de l'ouverture d'un bureau du Québec en Israël



Manifestation de soutien du peuple palestinien, Montréal, 16 décembre 2023

Sur le site de l'Assemblée nationale, une pétition demandant l'annulation de l'ouverture d'un bureau du Québec en Israël a été déposée le 14 novembre 2023 par Ruba Ghazal, députée de la circonscription de Mercier. Déjà, en date du 22 décembre, 3 916 personnes ont signé la pétition. Celle-ci demeurera en ligne jusqu'au 14 février 2024.

On se rappellera que le 10 octobre dernier, l'inauguration de la représentation du Québec à Tel-Aviv avait été reportée. Le premier ministre du Québec avait dit, selon un des documents obtenus par *Le Devoir* : « Le gouvernement du Québec reste fidèle à sa position d'équilibre à l'égard du conflit [...]. Il prône la place primordiale de la négociation et de l'accompagnement de la communauté internationale pour aboutir à un règlement durable du conflit, dans le respect du droit international. » *Le Devoir*, citant le doctement du ministère, écrit : « Malgré un contexte politique

et sécuritaire fluctuant, Israël demeure la démocratie la plus forte dans la région. Son système politique parlementaire ainsi que sa société civile sont solides. »

Voici le texte de la pétition :

CONSIDÉRANT QU'Israël est en violation permanente des résolutions des Nations-unies par son refus d'obtempérer à plus de 50 résolutions depuis 1947 parmi lesquelles, la résolution 2334 du Conseil de sécurité de 2016 exigeant la fin de la politique de colonisation des territoires palestiniens;

CONSIDÉRANT QU'Israël, en tant que force occupante, déroge au droit international qui lui impose, entre autres, l'obligation d'assurer la protection de la population civile et l'approvisionnement des populations occupées;

CONSIDÉRANT QUE la politique canadienne sur les aspects clés du conflit israélo-palestinien ne reconnaît pas le contrôle israélien des territoires occupés et souscrit à la création d'un État palestinien;

CONSIDÉRANT QUE la nation québécoise a souligné à maintes reprises sa solidarité avec le peuple palestinien à travers des pétitions et des manifestations ainsi qu'à travers ses institutions parlementaires et gouvernementales;

CONSIDÉRANT QUE l'ouverture d'un bureau du Québec en Israël va encourager ce dernier dans son refus de s'engager dans la voie de la paix;

CONSIDÉRANT QUE le soutien inconditionnel des puissances occidentales procure à Israël une totale impunité lui permettant d'agir en faisant fi de toutes les résolutions des Nations-Unis;

Nous, signataires, demandons au gouvernement du Québec d'annuler l'ouverture du bureau du Québec à Tel-Aviv tant et aussi longtemps que le gouvernement israélien renie ses obligations imposées par le droit international envers le peuple palestinien et qu'il enfreint les résolutions des Nations-Unies et les accords de paix.

Pour lire et signer la pétition, [cliquez ici](#).



Le lobby pro-israélien de Montréal intimide les fonctionnaires

Cet article a été écrit par Bruce Katz, cofondateur de l'organisation montréalaise Palestiniens et Juifs unis (PAJU).

Selon un article paru dans la *Montreal Gazette*^[1], une campagne a été menée par le Centre consultatif des relations juives et israéliennes (CIJA) pour obliger Bochra Manaï, (commissaire à la lutte contre le racisme et la discrimination systémique à la Ville de Montréal) à démissionner pour avoir participé à une manifestation pro-palestinienne où était présent un personnage controversé – l'imam Adil Charkaoui a prononcé une prière appelant à la destruction des personnes impliquées dans l'attaque contre Gaza – et pour avoir exprimé son empathie avec les Palestiniens sur Instagram. Le CIJA a affirmé qu'en tant que commissaire à la lutte contre le racisme, Mme Manaï avait le devoir de rester neutre et n'aurait pas dû faire de commentaires sur la situation à Gaza. Le

même article cite Mme Manaï disant qu'elle a participé à des « manifestations à Montréal en soutien à une demande de cessez-le-feu » parce qu'elle est « engagée pour la paix (et) attristée par l'horreur de cette situation ». La déclaration est louable et l'on remarque qu'il n'y a pas eu d'appel au cessez-le-feu de la part du CIJA ou du B'nai Brith. Israël, qu'il ait raison ou qu'il ait tort !

On remarque également qu'aucun des deux organismes susmentionnés n'a commenté l'appel au génocide des Palestiniens de Gaza lancé par Éric Sabbah, de l'hôpital Pierre Boucher de Longueuil, qui a écrit que c'est l'heure du grand nettoyage (un grand nettoyage ethnique) des Palestiniens de Gaza parce qu'il est « impossible de distinguer les bons des mauvais ». Aucune des deux organisations n'a réagi. Pas un mot de la part de l'une ou l'autre organisation concernant le bain de sang qui se déroule à Gaza. Israël, qu'il ait raison ou qu'il ait tort ! Un soutien inconditionnel à Israël, même si cela signifie permettre un génocide en soutenant inconditionnellement la coalition raciste et fasciste de Netanyahu et les colons juifs enragés qui ont perpétré des pogroms contre les Palestiniens dans la Cisjordanie palestinienne occupée, le même type de pogroms perpétrés contre les juifs dans l'expérience européenne au cours des siècles.

En fait, le CIJA et le B'nai Brith utilisent l'accusation d'antisémitisme comme moyen de faire taire l'opposition vocale et les manifestations massives qui ont lieu en soutien aux Palestiniens. La campagne de diffamation contre Bochra Manaï n'est qu'un exemple parmi d'autres. Les actes de vandalisme et d'intimidation contre des juifs et des synagogues sont déplorables et doivent être dénoncés. Il convient toutefois de noter que c'est l'incapacité à différencier l'État d'Israël des juifs en tant que collectivité qui est au cœur de la montée actuelle du sentiment anti-juif.

Le projet sioniste ayant consisté à absorber à la fois le judaïsme et les juifs dans le concept de l'État d'Israël comme l'incarnation du judaïsme, substituant ainsi l'État à Dieu, l'imagination publique associe désormais le sionisme au judaïsme et Israël à l'incarnation de la communauté juive mondiale. Ainsi, la responsabilité des actes odieux perpétrés contre les Palestiniens soumis à la domination coloniale d'Israël retombe sur les épaules collectives des juifs, bien que des milliers, voire des centaines de milliers de juifs critiquent Israël et soient liés à leur culture juive en raison des valeurs humanistes du judaïsme, et non au culte de l'État.

Des milliers de juifs – y compris un certain nombre de juifs en Israël – continuent de participer aux manifestations massives de soutien à Gaza. L'instrument par lequel le lobby pro-israélien promeut cette *hasbara* (propagande) israélienne est l'utilisation de la fausse notion d'antisémitisme tel que défini par l'IHRA (Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste).

C'est ce qui a accompagné la campagne de diffamation contre Bochra Manaï (qui n'est pas sans rappeler l'odieux salissage de la réputation du regretté Yves Michaud par l'Assemblée nationale du Québec il y a quelques années), puisque le B'nai Brith a « exhorté » la mairesse Valérie Plante à « endosser la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste ». Voilà comment le lobby pro-israélien utilise l'antisémitisme pour réduire au silence et intimider les fonctionnaires et tous ceux qui osent critiquer l'État raciste d'apartheid d'Israël. Il est temps que ces deux organisations soient interpellées publiquement pour ce qui équivaut à une approbation générale des crimes commis par Israël contre les civils palestiniens. Cela commence par le soutien aux fonctionnaires qui ont le courage de s'en tenir aux principes et de condamner Israël pour ce qu'il est : un État d'apartheid raciste.

Malheureusement, dans le cas de Bochra Manaï, la campagne du lobby a été couronnée de succès au point de forcer Mme Manaï à promettre qu'elle ne participerait plus jamais à une manifestation pro-palestinienne. Ce qui n'est pas dit, mais qui est néanmoins compris, c'est que le fait de promettre de ne plus jamais assister à une telle manifestation a pour effet d'impliquer que ceux qui manifestent en faveur des Palestiniens sont tous des « antisémites ». Le « Lobby » devrait se souvenir de ceci : lorsque vous qualifiez d'« antisémites » ceux qui défendent les droits humains et dénoncent les crimes de guerre, vous faites de l'« antisémitisme », **tel que vous le définissez**, un

impératif moral ! Lorsque tout le monde est antisémite, il n'y a plus d'antisémites ! C'est en effet un jeu dangereux.

Note

1. « Anti-racism commissioner promises to stop attending pro-Palestinian rallies, B'nai Brith says », *Montreal Gazette*, November 29, 2023



Reportage photo : du 12 au 21 décembre

Des actions renforcées dans le monde entier pour arrêter le génocide israélien

CANADA

Ottawa

Le 17 décembre à 14 heures, plus de 2 000 personnes se sont rassemblées sur la Colline du Parlement à Ottawa pour la dixième fin de semaine consécutive de marche pour Gaza depuis le 7 octobre. Lors d'une brève intervention avant la marche dans les rues du centre-ville, une porte-parole du Mouvement de la jeunesse palestinienne a rappelé à tous le récent assassinat délibéré par Israël du caméraman d'*Al Jazeera*, Samer Abu Daqqa, qui effectuait un reportage sur le bombardement d'une école abritant des personnes à Khan Younis, dans la bande de Gaza. Lors de cette même attaque, son collègue, Wael al-Dahdouh, chef du bureau de Gaza, qui a perdu sa femme, son fils, sa fille et son petit-fils lors d'un précédent bombardement israélien, a lui-même été blessé. Dans son éloge funèbre, Wael a déclaré que les journalistes étaient porteurs d'un « message humain et noble » pour le monde et qu'ils continueraient à travailler malgré les attaques israéliennes.



La porte-parole, parlant des journalistes de Gaza, a déclaré qu'ils étaient des modèles à suivre. Parlant des 18 800 personnes qui sont mortes jusqu'à présent aux mains des sionistes israéliens, elle a déclaré : « Notre rôle, notre responsabilité, c'est de nous opposer au gouvernement canadien qui continue d'armer et de soutenir Israël. Nos concitoyens de Gaza comprennent que vivre n'est pas seulement accepter de vivre sous l'oppression, mais que vivre c'est se battre pour la liberté, se battre pour la libération de son peuple et se battre pour continuer à vivre sur sa terre. Je veux que vous vous souveniez tous d'eux en marchant aujourd'hui et que vous les gardiez dans vos coeurs et dans

vos pensées, non seulement pendant nos marches ou lorsqu'il n'y a pas de cessez-le-feu, mais toute l'année et toutes les années à venir jusqu'à ce que la Palestine soit libérée, parce que la lutte n'est pas seulement momentanée. La lutte continue jusqu'à ce que toutes nos demandes soient satisfaites, ce qui inclut la fin du siège de Gaza, la fin de l'occupation et une Palestine libérée du fleuve à la mer avec le droit de retour pour tous les réfugiés. »



17 décembre

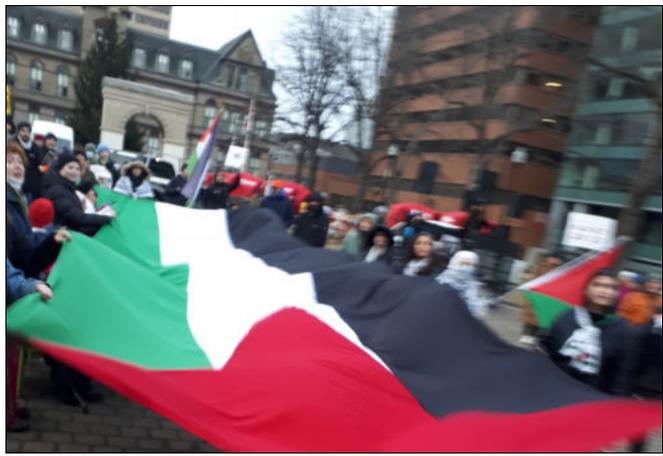
Hull

Un piquetage militant a eu lieu devant le bureau du député fédéral de Hull-Aylmer Greg Fergus à Gatineau le 18 décembre, dans le cadre d'une journée d'action pancanadienne – Pas de paix pour les députés tant que la Palestine ne sera pas libérée.

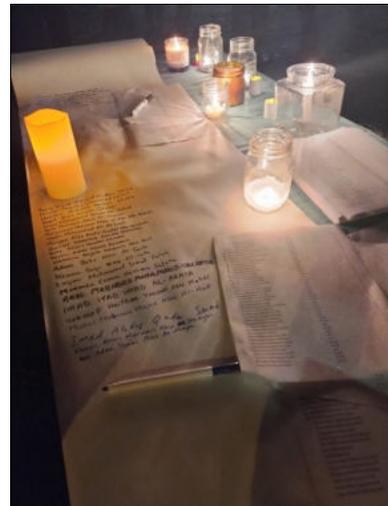


18 décembre

Halifax



Bridgewater



17 décembre

Québec





17 décembre

Montréal

Des centaines de personnes ont commencé à se rassembler au centre-ville de Montréal le 17 décembre à l'appel de nombreuses organisations, parmi lesquelles le Mouvement de la jeunesse palestinienne, Montreal4Palestine et Solidarité pour les droits humains palestiniens. Au moment où les orateurs ont commencé à prendre la parole, la foule avait gonflé à plus d'un millier de personnes.

Une porte-parole du Mouvement de la jeunesse palestinienne a déclaré que « la semaine dernière, le gouvernement canadien a voté en faveur d'un cessez-le-feu à l'Assemblée générale des Nations unies. Cette résolution ne signifie rien. Elle ne signifie rien sur le terrain. Mais elle est symbolique. Elle symbolise le pouvoir des gens qui viennent protester », ce à quoi la foule a répondu par de chaleureux applaudissements. Elle a ajouté que « c'est grâce à vous tous qui êtes ici aujourd'hui et qui continuez à vous manifester semaine après semaine. Mais nous savons que cela ne suffit pas. Nous savons qu'un cessez-le-feu ne suffit pas. Nous exigeons la levée immédiate du siège illégal de Gaza. Gaza est assiégée depuis plus de 17 ans », ce à quoi la foule a répondu « *Honte !* », « *Levez le siège de Gaza maintenant !* ».

Elle a terminé par ces mots : « Pas de nourriture ! Pas d'eau, rien n'est autorisé à Gaza et pourtant la population reste inébranlable. Ils sont le berceau de notre résistance. Nous exigeons également que tous les prisonniers palestiniens dans les prisons sionistes soient libérés, tous. Enfin, nous devons exiger la fin de toute complicité occidentale dans cette occupation génocidaire. »

La personne suivante à prendre la parole était une jeune femme originaire de Gaza. « Je suis ici aujourd'hui pour parler de la réalité même d'être originaire de Gaza. La réalité d'être dans une ville qui est une prison à ciel ouvert depuis presque deux décennies. Une ville qui n'a pas d'aéroport. Une ville où l'accès à l'eau et à l'électricité est une lutte constante.

« En tant que Palestinienne de Gaza âgée de 20 ans, je considère que j'ai pu visiter ma belle patrie cinq fois. Certains disent que les Palestiniens quittent Gaza pour s'évader, mais la vérité est tout le contraire. Chaque voyage à Gaza que je fais est mon évvasion de ce monde et une reconnexion avec ma famille, ma patrie et ma culture. Être une Gazaouie signifie que je suis enfin en paix, que je suis chez moi, que je suis entourée des gens que j'aime.

« Je tiens également à dire que, depuis les cinq fois où je me suis rendue à Gaza, je ne décrirais jamais Gaza comme une ville de destruction et de mort. Malgré les multiples agressions que Gaza a subies, cette belle ville qui est la mienne a conservé sa joie de vivre de toutes les manières possibles et imaginables. [...]

« Si vous devez savoir une chose sur les habitants de Gaza, c'est qu'ils sont dynamiques, pleins de vie, résilients et pleins d'espoir. Les Palestiniens ont vraiment une façon de trouver le contentement et la gaieté dans tout ce que la vie leur offre. J'ai passé mon dernier été de 2023 avec ma famille à Gaza à célébrer des mariages, des cérémonies de remise de diplômes, à organiser des dîners de famille ici et là dans tout Gaza, de Rafah à Khan Younès, en passant par la ville de Gaza.

« Aujourd'hui marque le 71^e jour du génocide à Gaza et la douleur que mon peuple traverse est inexplicable. Il faut comprendre que le combat des Palestiniens, c'est aussi le blocus qui frappe Gaza depuis près de 16 ans. [...] Si je devais transmettre un message aux occupants, je leur dirais d'être conscients de notre génération. Sachez que vous ne pouvez pas effacer notre identité palestinienne et que vous ne le ferez jamais. Comme nous le disons, les vieux peuvent mourir, mais les jeunes n'oublieront jamais. Et ils continueront à se battre jusqu'à ce que nous voyions une Palestine entièrement libérée, du fleuve à la mer.

« Enfin, un message à tous ceux qui soutiennent la cause. Continuez à vous battre et à résister avec nous jusqu'à ce que nous voyions une Palestine réellement indépendante et libérée. Merci à tous ! Solidarité avec la Palestine ! », à quoi la foule a répondu « *Israël, tasse-toi, la Palestine n'est pas à toi !* », « *Un : Nous sommes le peuple. Deux : Nous ne serons pas silencieux. Trois : Arrêtez les bombardements maintenant, maintenant !* »

L'orateur suivant, un neurochirurgien et un professionnel de la santé, a déclaré : « Je représente de nombreux médecins, infirmières, thérapeutes, scientifiques et professionnels de la santé, qui ont le cœur brisé et sont en colère face au massacre délibéré et impitoyable de dizaines et de milliers de personnes. Et il ne s'agit pas seulement de ceux qui ont été tués, qu'ils reposent en paix, mais aussi des plus de 60 000 blessés qui ont besoin de soins, des 25 000 enfants qui sont devenus orphelins et de toute une population, plus de 2 millions, qui s'est retrouvée sans abri, sans même les besoins les plus élémentaires de la vie, qu'il s'agisse d'eau ou de nourriture.



« Ils sont complètement assiégés et asphyxiés par les criminels. C'est pourquoi nous sommes solidaires d'eux, et nous sommes solidaires de nos collègues travailleurs de la santé en Palestine, médecins, infirmières, personnel paramédical, qui sont honnêtement des héros », ce à quoi la foule a répondu par des applaudissements nourris. [...]

« Faisons pression à tous les niveaux des prises de décision pour qu'au moins notre propre pays ne soit pas complice du génocide et que, peut-être, nous puissions faire cesser le génocide et apporter aux Palestiniens la dignité, la valeur et la paix, que la paix soit avec vous tous et en vous tous. Libérez, libérez la Palestine ! »

Alors que la foule commençait à marcher vers la rue Sainte-Catherine, très achalandée, de plus en plus de personnes se sont jointes à la marche, au point qu'au bout de deux heures, la foule a atteint près de 2 500 personnes à l'approche du consulat d'Israël où la manifestation s'est terminée avec encore plus de discours pour saluer la résilience du peuple palestinien.





16 décembre

Toronto





16 décembre



17 décembre

North Bay



Bombing
Hospitals
and schools
is a War
Crime

FREE
PALESTINE

Anthony your silence
is violence
Speak UP
for peace
for
palestine
FREE PALESTINE

I Condemn
your
Silence.

ROTA,
your silence
is equivalent
to support
of murder
of Palestine



18 décembre

Windsor

Un rassemblement et une marche animés pour *Laissez Gaza vivre* ont eu lieu le 17 décembre au milieu d'un quartier commerçant très fréquenté de l'est de Windsor. Dernière d'une série d'actions hebdomadaires organisées par Windsor4Palestine dans différents quartiers et zones de la ville, l'action a commencé par un rassemblement à 14 heures dans le stationnement de l'Eastown Plaza, à l'intersection des chemins Tecumseh et Lauzon. Les participants ont écouté plusieurs orateurs, dont la plupart étaient des jeunes Canadiens d'origine palestinienne. À la fin du rassemblement, les participants ont marché, en criant des slogans tout au long du trajet, le long de la rue Tecumseh, remplie de circulation, jusqu'à l'entrée d'une autre place très fréquentée, située à quelques pâtés de maisons de là, puis sont revenus sur leurs pas. De nombreux automobilistes ont klaxonné et salué les marcheurs qui passaient avec leurs pancartes et leurs drapeaux palestiniens hissés haut, en criant « *Cessez le feu maintenant ! Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre !* » et d'autres slogans familiers – une constante, quel que soit l'endroit de la ville où se déroulent les actions.



17 décembre

Calgary





17 décembre

Edmonton





Prince George

Le 17 décembre, des résidents de Prince George de tous horizons se sont une fois de plus rassemblés pour manifester leur soutien indéfectible à la Palestine. Les klaxons et les pouces levés des automobilistes qui passaient par là ont salué l'action des manifestants qui brandissaient des drapeaux et des pancartes appelant à un cessez-le-feu immédiat ! « *Soutenez la Palestine ! Mettez fin au génocide ! Libérez la Palestine !* »





Décembre 17

ÉTATS-UNIS Washington

Soixante manifestants appelant à un cessez-le-feu dans la guerre entre Israël et le Hamas ont été arrêtés le 19 décembre pour avoir tenu une manifestation dans la rotonde du Capitole, a déclaré la police du Capitole. La police du Capitole dit dans un communiqué : « Il est illégal de manifester à l'intérieur des bâtiments du Congrès, c'est pourquoi nous avons fait appel à des agents supplémentaires pour être prêts au cas où le groupe (qui faisait partie d'une visite guidée) enfreindrait la loi. » Selon le communiqué, les manifestants ont été soumis aux contrôles de sécurité habituels pour les groupes de touristes et ont été arrêtés une fois qu'ils ont commencé à manifester et inculpés pour « attroupement, obstruction ou dérangement ».



19 décembre

Selon la police, en réponse à une manifestation contre la guerre israélienne contre les Palestiniens de Gaza dans la rotonde du Cannon House Office Building en octobre, le sergent d'armes de la Chambre à restreindre l'accès au Capitole et cela a donné lieu à environ 300 arrestations. Une autre manifestation devant le Comité national démocrate en novembre, au cours de laquelle des manifestants ont barricadé la sortie alors que des représentants démocrates se trouvaient à

l'intérieur, a entraîné un bref verrouillage du complexe du Capitole situé à proximité. En décembre, les démocrates de la Chambre des représentants ont créé un groupe de travail pour répondre aux menaces croissantes et aux préoccupations en matière de sécurité, a rapporté Axios, *U.S. News* et *Politics*.

New York, New York



16 décembre



17 décembre



Grande Gare centrale, 18 décembre

Albany, New York



16 décembre

Providence, Rhode Island



Université Brown, 12 décembre

Boston, Massachusetts



17 décembre

Cleveland, Ohio



San Francisco, Californie



18 décembre

Oakland, Californie





16 décembre

EUROPE
Angleterre
Londres





16 décembre



21 décembre

Gillingham



16 décembre

Birmingham



16 décembre

Newcastle





17 décembre

Oxford



16 décembre

Bristol



Piquetage devant Elbit Systems, fabricant militaire, 21 décembre

Écosse
Glasgow



16 décembre

Edinbourg



16 décembre

Cardiff, Pays de Galles



Oslo, Norvège



Pays-Bas Rotterdam

Des organisateurs et des habitants de Rotterdam, aux Pays-Bas, ont placé quelque 8 000 paires de chaussures dans des lieux de la ville pour exprimer leur solidarité avec les Palestiniens de Gaza qui subissent depuis des mois les attaques israéliennes. Les attaques israéliennes et les meurtres massifs d'enfants palestiniens ont été soulignés par la fondation *Plantez un olivier* lors d'un événement commémoratif qui s'est tenu le 20 décembre. Esther van der Most, directrice de la fondation, a fait part de la gravité de la situation. « Au cours des 75 derniers jours, plus de 8 000 enfants ont été tués à Gaza. Nous avons ramassé ces chaussures pour attirer l'attention sur le nombre d'enfants dont il est question. De cette manière, les gens peuvent ressentir quelque chose pour eux et les Palestiniens peuvent être considérés comme des êtres humains. [...] Nous sommes ici pour pleurer et commémorer les enfants tués, mais surtout pour dire : « *Assez ! Arrêtez de tuer des enfants palestiniens. Arrêtez l'occupation, arrêtez tout* », a-t-elle ajouté.





20 décembre

Berlin, Allemagne





16 décembre

France
Paris



17 décembre

Toulouse





Évry



15 décembre

Athènes, Grèce



Congrès national de étudiants, 16 décembre

Madrid, Espagne



18 décembre

ASIE Jénine, Palestine



Rassemblement à l'Université arabo-américaine, 17 décembre

Istanbul, Turquie





Sanaa, Yémen



Amman, Jordanie



18 décembre

AFRIQUE Capetown, Afrique du Sud

Les agences de presse rapportent que le président Cyril Ramaphosa a déclaré que l'Afrique du Sud avait soumis tous les documents nécessaires à la Cour pénale internationale (CPI) pour porter des accusations de crime de guerre contre Israël pour sa guerre génocidaire à Gaza.



16 décembre

LATIN AMÉRIQUE

La Havane, Cuba

Le premier jour de la deuxième session ordinaire du Parlement cubain, le 20 décembre, les parlementaires ont ratifié un texte qui exprime leur indignation face au génocide perpétré contre le peuple de Palestine et souligne l'incapacité de l'ordre international actuel à empêcher ce massacre. Ce texte condamne également l'assassinat de milliers de Palestiniens dans la bande de Gaza, dont 70 % d'enfants et de femmes, en raison des bombardements aveugles d'Israël depuis le 7 octobre. Il souligne également que la situation actuelle est la conséquence de 75 ans de pratiques israéliennes d'occupation illégale et de colonisation.

Le texte condamne les attaques du régime sioniste contre les hôpitaux, les écoles, les camps de réfugiés, les installations des Nations unies, les immeubles, les maisons et autres infrastructures civiles, ainsi que la privation d'eau, de nourriture et d'électricité et le blocus de l'aide humanitaire à la population de Gaza. La déclaration dénonce également les meurtres délibérés de dizaines de journalistes. Toutes ces actions, souligne la déclaration, constituent de graves violations du droit international humanitaire et du droit international, ainsi que des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Les législateurs cubains ont également dénoncé la responsabilité et la complicité du gouvernement américain dans ce génocide, en entravant l'action du Conseil de sécurité par le biais du droit de veto antidémocratique et obsolète, afin de protéger les excès du gouvernement israélien. L'impunité avec laquelle Israël a historiquement agi ne peut s'expliquer que par sa confiance dans le fait qu'il n'aura aucune conséquence grâce au soutien du gouvernement américain, souligne le texte.

Les parlementaires ont lancé un appel urgent à un cessez-le-feu immédiat et à l'ouverture de négociations entre les parties. Ils ont également réitéré la nécessité d'une solution globale, juste et durable au conflit, basée sur la création de deux États, qui permettrait au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination et d'avoir un État indépendant et souverain, basé sur les frontières d'avant 1967 et ayant Jérusalem-Est pour capitale.

Dans la province d'Artemisa, plus de 7 000 personnes ont manifesté pour protester contre le massacre perpétré par Israël contre le peuple palestinien. « José Martí nous a appris que la nature a placé dans certaines âmes le besoin de voir la justice rendue et dans d'autres le besoin de la bafouer et de l'insulter », a déclaré Gledys Crespo Perdomo, fonctionnaire de la division municipale de l'éducation, devant une foule d'étudiants, de travailleurs et d'autorités provinciales. « La Palestine n'a pas besoin de trêve, mais de la reconnaissance de son territoire, de sa nation et de son droit à l'autodétermination et à la souveraineté », a-t-elle dit.

OCÉANIE

Australie

Melbourne





16 décembre



Blocage de la compagnie maritime israélienne Zim, le 19 décembre



Des kayakistes bloquent le passage d'un porte-conteneurs israélien, 21 décembre



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca